



Vers une levée des sanctions européennes?

XAVIER FOLLEBOUCKT

PhD Candidate,

Université catholique de Louvain

Le 31 juillet, les sanctions européennes à l'encontre de la Russie arrivent techniquement [à échéance](#). Les discussions vont donc bon train actuellement, pour savoir si ces sanctions seront prolongées ou non. Les mesures, [décidées en septembre 2014](#), ciblent des secteurs entiers de l'économie russe, en particulier dans le domaine des finances, de l'énergie (à l'exception du gaz) et des exportations d'armes. Des sanctions plus limitées étaient déjà en place [depuis mars](#), à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, visant personnellement des officiels Russes et Ukrainiens, mais les mesures économiques prises en septembre vont beaucoup plus loin et ont un impact bien plus important, tant sur la Russie que sur l'UE.

C'est cet impact économique qui donne aux sanctions européennes une dimension politique forte. La décision de renouveler ou pas les sanctions n'est pas seulement technique mais doit être avalisée par les 28 États membres, et peut faire l'objet de discussions tendues ou de marchandage. Lors du dernier renouvellement, en décembre 2015, l'Italie avait déjà provoqué des tensions en [imposant](#)

[un report de la décision](#), qui était finalement intervenue une semaine plus tard. Cette fois encore, l'Italie, comme la Hongrie, [s'oppose](#) à un renouvellement automatique des sanctions, voulant provoquer une discussion politique sur le bien-fondé de ces mesures et espérant une atténuation de leur portée économique. Les leaders européens veulent toutefois rassurer. [Donald Tusk](#), président du Conseil européen, et [Federica Mogherini](#), Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, affirment tous deux que les sanctions devraient être prolongées sans trop de difficultés et se disent confiants de l'unité de l'UE face à la Russie. De fait, les sanctions ont été liées au respect des accords de Minsk II par la Russie; les derniers développements sur le terrain indiquent cependant que la situation en Ukraine est loin d'être réglée.

Des [discussions](#) entre les représentants du «format Normandie» (France, Allemagne, Russie, Ukraine), le 24 mai, n'ont pas abouti à autres choses qu'à de vagues promesses de respecter le cessez-le-feu à l'est de l'Ukraine. Mais les différentes parties ne parviennent

toujours pas à se mettre d'accord sur des dispositions centrales des accords, notamment [la tenue d'élections locales](#) dans le Donbass et le retour du contrôle de la frontière à l'Ukraine. La Russie accuse l'Ukraine d'être responsable de l'échec de Minsk, mais ces affirmations sont peu crédibles au regard des troupes que Moscou déploie toujours sur le territoire ukrainien et de la déstabilisation continue qu'elle engendre. Les [violences continuent](#) dans le Donbass, provoquées le plus souvent [par les troupes séparatistes](#) avec le soutien, direct ou indirect, de la Russie. En outre, de nouveaux éléments dans l'enquête sur le crash du vol MH17 de la Malaysia Airlines pointent la responsabilité directe de Moscou. Le site d'investigation Bellingcat a publié récemment un [rapport](#) qui identifie formellement le lanceur de missiles qui a abattu l'avion civil en juillet 2014. Malgré les [dénégations russes](#) souvent [loufoques](#), la culpabilité russe paraît évidente. Un cabinet australien a récemment intenté une [action en justice](#) contre la Russie - et son président, nommé personnellement - devant la Cour européenne des droits de l'homme pour réclamer des indemnités à Moscou. La Russie avait déjà [mis son veto](#) à la création d'un tribunal international de l'ONU sur le

crash mais ne pourra pas empêcher l'enquête du CEDH de se poursuivre. Rares sont encore les personnes qui doutent de la responsabilité de Moscou dans le crash, mais les développements de l'enquête ne pourront que solidifier les sanctions européennes.

Pourtant, l'unité européenne face à la Russie semble faiblir de jour en jour. Plusieurs États membres se disent clairement opposés à un renouvellement des sanctions, jugées dommageables pour l'économie européenne et contre-productives. Ainsi, en France, l'Assemblée nationale a [récemment adopté](#) une résolution non contraignante mais politiquement symbolique invitant le gouvernement à lever purement et simplement les sanctions contre la Russie. La résolution avait été portée par Les Républicains, soutenus par le Front national qui ne cache pas sa proximité idéologique avec Moscou. En outre, le 23 mai, les autorités françaises ont [accordé un visa d'entrée](#) au ministre russe de l'Agriculture, Alexandre Tkatchev, pourtant interdit d'accès sur le territoire européen. Cette exception française aux sanctions européennes illustre le peu d'appétence pour leur renouvellement. En Italie aussi, l'opposition aux sanctions se fait plus pressante. Le 18 mai, le Conseil régional de Vénétie (où la Ligue du Nord est en majorité) a également [voté une résolution](#) appelant Rome à lever les sanctions contre la Russie. Tout symbolique qu'il est, le geste a été [salué par la presse russe](#) comme indicatif d'une tendance plus large en Europe. En Hongrie, la visite récente du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à Budapest a été l'occasion pour le pays d'affirmer sa proximité avec la Russie et de [réitérer son opposition](#) à un renouvellement automatique des sanctions. En Grèce, la visite de Vladimir Poutine, prévue pour le 27 mai, devrait aussi marquer la tiédeur hélienne face aux sanctions européennes. Même l'Allemagne semble inquiète du front anti-

sanctions grandissant et entrevoit des discussions [«difficiles»](#) sur le renouvellement.

L'apparente division européenne réjouit la Russie qui ne perd pas une occasion pour accentuer les différences et espérer obtenir une levée des sanctions [douloureuses](#) pour son économie. Toutes les factions politiques plus poutinophiles ou [eurosceptiques](#) sont donc [célébrées](#) comme autant d'alliés dans la politique de la Russie. La division de l'UE n'est pas la seule recherchée, Moscou espère aussi un affaiblissement de l'OTAN. À cet égard, les difficultés qu'éprouve la Géorgie dans sa [marche vers l'Alliance](#) paraissent confirmer les espoirs russes même si la politique agressive de Moscou a pour effet de resserrer les rangs de l'OTAN. Ainsi, le Monténégro est en passe de devenir le [29e membre](#) de l'Alliance, provoquant la colère de la Russie qui a promis de réagir. Plus au nord, la Suède a décidé dernièrement [d'accentuer ses liens](#) militaires avec l'OTAN en même temps qu'elle a [initié des discussions](#) sur l'éventualité de rejoindre l'Alliance, tout comme la Finlande. Cette démarche de la part de deux nations traditionnellement neutres est une preuve de leur inquiétude face au voisin oriental.

Toutes ces évolutions marquent une tension croissante dans les relations entre la Russie et l'Occident. Elles illustrent aussi la difficulté que connaissent les Européens à maintenir un cap uni face à l'ex-partenaire stratégique russe. Cette désunion toujours possible paraît la plus grande dans les discussions sur le renouvellement des sanctions économiques. Les partisans de leur levée pointent les contrecoups économiques pour l'UE ou les actions positives de la Russie (comme sa coopération toute relative [en Syrie](#), ou la [libération](#) récente de Nadia Savchenko) comme autant d'incitants pour mettre un terme aux sanctions. Dans les discussions

qui auront lieu au mois de juin, les dirigeants de l'UE devront décider de l'avenir des relations avec la Russie. Quelques mois auparavant, ils s'étaient mis d'accord sur les [«cinq principes»](#) devant guider l'attitude européenne face à la Russie. Le respect des dispositions de Minsk II figure au premier plan et devrait servir de rappel aux États membres plus frileux. De même, la future «Stratégie globale» de l'UE, pour remplacer la Stratégie européenne de sécurité de 2003 devenue obsolète, [devra préciser](#) comment l'UE entend concevoir sa relation avec Moscou. Dans ce débat, sur les sanctions comme sur la suite, il est important que l'UE ne perde pas de vue que la crise en Ukraine n'est pas seulement une parenthèse dans le développement politique de la Russie, mais bien la concrétisation des tendances amorcées depuis longtemps. Un [rapport récent](#) de l'ECFR envisage l'avenir de la Russie à l'horizon 2030 et souligne le recours croissant à la force pour atteindre ses objectifs politiques. Face à un partenaire de plus en plus agressif, l'UE doit parvenir à maintenir une réaction ferme et cohérente afin d'éviter de nouvelles crises dans son voisinage. La Russie doit être punie si elle ne respecte pas les règles du jeu international - comme c'est le cas actuellement en Ukraine. Et surtout, l'UE doit rester unie tant que le comportement russe ne change pas, au risque d'encourager de nouvelles actions. La crise en Ukraine n'est pas seulement locale, elle concerne [l'ordre sécuritaire européen](#) dans son ensemble, et c'est à l'UE de prouver qu'elle est capable de le protéger.

